Table des matières

Préface	7
France LAMBINET et Steve GILSON	
La place de la Charte de l'assuré social dans l'ordre juridique belge	11
Claire HUGON LECHARLIER	
Section 1. Une super-loi? La valeur juridique de la Charte dans la jurisprudence constitutionnelle	13
Section 2. Loi fédérale, matières défédéralisées: quelles conséquences pour l'applicabilité de la Charte?	20
§ 1. Des principes directeurs de la répartition des compétences qui font obstacle à l'applicabilité de la Charte dans les entités fédérées?	22
§ 2. Au-delà de ces principes, d'autres fondements juridiques pour pérenniser les acquis de la Charte?	26
A. Lorsque les législateurs peuvent traiter différemment: le fédéralisme comme «écran» à l'interdiction des discriminations	26
B. Lorsque les législateurs des entités fédérées peuvent compléter ou préciser, mais non diminuer: l'existence d'une compétence-cadre fédérale?	28
C. Lorsque le législateur doit maintenir un niveau de protection équivalent: l'obligation constitutionnelle de <i>standstill</i>	30
Section 3. Les garanties de la Charte dans les nouveaux régimes de prestations familiales	36
§ 1. Quelle articulation entre la Charte et les législations des entités fédérées?	37
A. La Communauté flamande	37
B. La COCOM	38
C. La Région wallonne	39
D. La Communauté germanophone	41
§ 2. Analyse de quelques divergences marquantes dans les nouveaux régimes d'allocations familiales	42
ANTHEMIS	523

A. La Flandre	42
B. La COCOM	45
C. La Région wallonne	46
D. La Communauté germanophone	48
Conclusion	49

**Le champ d'application de la Charte de l'assuré social :
trente ans de discussion et quelques pistes d'amélioration** 53

Quentin DETIENNE

Introduction 53

**Section 1. L'influence de la Charte sur le vocabulaire
des juristes** 54

Section 2. Bref historique du texte de la Charte 58

**Section 3. Questions tranchées, questions ouvertes, questions
à rouvrir** 64

§ 1. Questions tranchées, dont une à rouvrir? 64

A. L'assurance soins de santé complémentaire 64

B. L'aide juridique de deuxième ligne 67

C. Fedasil 68

§ 2. Questions toujours ouvertes 68

A. L'O.N.S.S. 69

1. Les arguments de la doctrine 69

2. La (non-)position de la jurisprudence 73

B. L'INASTI et les caisses d'assurances sociales 74

C. Les organismes auxiliaires : CAPAC, CAAMI et CNAsti 77

D. Le traitement des fonctionnaires en incapacité de travail 77

E. La nouvelle assurance accidents du travail des travailleurs
de plateforme indépendants 80

Conclusion. Quelques idées d'amélioration 81

Les devoirs généraux des institutions de sécurité sociale 85

Myriam VERWILGHEN

Introduction 85

Section 1. Devoir d'information 87

§ 1. Genèse et contours du devoir d'information 87

A. Genèse de l'obligation d'information 87

B.	Portée du devoir d'information	88
C.	Délai	91
D.	Gratuité	92
§ 2.	Qualité de l'information et devoir de clarté	93
A.	Une information référencée	93
B.	Une information précise et complète	93
C.	Une information claire permettant à l'assuré social concerné d'exercer tous ses droits et obligations	93
Section 2.	Devoir de conseil	96
Section 3.	Devoir de réorientation	97
Section 4.	Devoir de notification	98
Section 5.	Aperçu sectoriel	99
§ 1.	Risques professionnels	99
A.	Aperçu des mesures d'exécution	99
B.	Illustrations	100
§ 2.	Chômage	102
A.	Aperçu des mesures d'exécution	102
B.	Commentaires et illustrations	102
1.	Organismes de paiement	103
2.	ONEm	106
3.	FOREM	108
§ 3.	Soins de santé et indemnités	110
A.	Aperçu des mesures d'exécution	110
B.	Illustrations	110
§ 4.	Pension (et GRAPA)	111
A.	Aperçu des mesures d'exécution	111
B.	Commentaires et illustrations	113
§ 5.	Allocations familiales	115
A.	Aperçu des mesures d'exécution	115
B.	Illustrations	116
§ 6.	Droit à l'intégration sociale	116
A.	Aperçu des mesures d'exécution	116
B.	Commentaires et illustrations	117
§ 7.	Allocations aux personnes handicapées	118
A.	Aperçu des mesures d'exécution	118
B.	Illustration	119

§ 8. Autres mesures d'exécution	120
Section 6. Questions choisies	121
§ 1. Impact du devoir de collaboration de l'assuré social	121
§ 2. Impact de l'informatisation	123
Section 7. Conséquences en cas de manquement des institutions à leurs devoirs généraux	130
L'octroi des prestations : octroi d'office, octroi sur demande et instruction de la demande	133
Romain LELOUP	
Introduction	133
Section 1. L'octroi d'office	134
§ 1. Notion d'octroi d'office	134
§ 2. Les limites matérielles	136
§ 3. État des lieux par matière	138
§ 4. Enjeux de l'octroi d'office et phénomène de <i>non take-up</i>	148
§ 5. Perspectives (échange de données, informatisation, intelligence artificielle)	150
A. Le dépassement des limites matérielles	150
B. Le retour des droits et libertés	152
C. La recherche d'un équilibre	154
§ 6. Conclusion sur l'octroi d'office	155
Section 2. L'octroi sur demande	156
§ 1. Introduction de la demande	156
A. Une demande signée ?	156
B. Introduite par le demandeur ?	159
C. Auprès de l'institution compétente ?	159
D. Renvoi par l'institution incompétente ?	161
§ 2. L'accusé de réception et la date de la demande	162
§ 3. Polyvalence des demandes et multiplicité de la demande	166
§ 4. Délai de traitement	169
§ 5. Instruction de la demande	171
§ 6. Collaboration de l'assuré social	173
§ 7. Délai de paiement	174
Conclusion	176

Le devoir de collaboration de l'assuré social	179
Claude DEDOYARD	
Introduction	179
Section 1. Le contenu du devoir de collaboration	180
Section 2. L'appréciation du défaut de collaboration	185
Section 3. La preuve du défaut de collaboration	188
Section 4. Les conséquences possibles du défaut de collaboration ou d'une collaboration tardive	189
§ 1. La suspension du délai pour statuer	189
§ 2. La faculté de prendre une décision sans attendre que le dossier soit complet	189
§ 3. Les intérêts de retard	193
§ 4. L'exclusion ou le partage de la responsabilité de l'institution de sécurité sociale	194
§ 5. Révision et récupération de l'indu	195
§ 6. Les sanctions administratives	197
§ 7. Les sanctions pénales	201
Conclusion	203
Motivation, mentions obligatoires et notification de la décision	205
Renaud DETHY et Gautier PIJCKE	
Introduction	205
Section 1. Motivation formelle des décisions	205
§ 1. Les objectifs	205
§ 2. Le contenu de la motivation	207
A. Une motivation évoquée dans la Charte sous forme de pétition de principe...	207
B. ... dont le contenu est principalement précisé dans la loi du 29 juillet 1991	209
1. Motivation reprise dans la décision administrative	210
2. Notions de « considérations de droit » et de « considérations de fait »	211
3. Notion de motivation « adéquate »	213
4. Adopter un langage « compréhensible »	216
§ 3. Les exceptions	217
A. Application de l'article 6 de la loi du 29 juillet 1991	217
ANTHEMIS	527

B.	Controverses des données médicales : des principes discutés	218
C.	La controverse des données médicales : une pratique critiquable	220
§ 4.	Les conséquences du défaut de motivation	222
A.	Nullité de la décision administrative	222
B.	Autres sanctions	224
1.	L'absence de prise de cours du délai de recours	224
2.	L'absence d'interruption du délai de prescription	226
3.	L'octroi de dommages et intérêts	227
Section 2.	Notification	227
§ 1.	Le principe	227
A.	Le moment où la notification doit être accomplie	228
B.	La façon dont la notification doit être accomplie	229
§ 2.	Les difficultés d'application	230
A.	La preuve de la notification	230
B.	La date de la notification	231
C.	Quelques particularités : absence d'adresse, élection de domicile, changement d'adresse, administrateur provisoire et adresse de référence	232
D.	La notification électronique	233
§ 3.	La sanction	234
Section 3.	Mentions obligatoires	234
§ 1.	Le régime juridique général	234
A.	Le dispositif légal	234
B.	Le champ d'application de l'article 14 de la Charte	235
C.	Les garanties	238
1.	La possibilité d'intenter un recours devant la juridiction compétente	239
2.	L'adresse des juridictions compétentes	239
3.	Le délai et les modalités pour intenter un recours	240
4.	Le contenu des articles 728 et 1017 du Code judiciaire	241
5.	Les références du dossier et du service qui gère celui-ci	241
6.	La possibilité d'obtenir toute explication sur la décision auprès du service qui gère le dossier ou d'un service d'information désigné	241

D. La sanction : le délai ne commence pas à courir	242
Conclusion	243
Les pouvoirs du juge face à une décision administrative non conforme à la Charte	249
Hugo MORMONT	
Section 1. Les cas dans lesquels la Charte règle sa méconnaissance. Des sanctions essentiellement procédurales	250
Section 2. En l'absence de sanction prévue par la Charte : la nullité de la décision administrative et ses conséquences	253
§ 1. La classification tripartite des décisions des institutions de sécurité sociale	254
§ 2. Les décisions administratives procédant d'une compétence liée : un pouvoir de pleine juridiction avec substitution	260
§ 3. Les décisions administratives procédant d'une compétence discrétionnaire : un contrôle de pleine juridiction, mais un simple pouvoir d'annulation	264
§ 4. Les décisions infligeant une sanction administrative	265
Conclusion	268
Décisions de révision (au sens large) et récupération de l'indu	269
Steve GILSON, Sacha HENET et Zoé TRUSGNACH	
Introduction	269
Section 1. La révision découlant de la survenance d'éléments nouveaux	271
Section 2. Rectification d'une décision erronée et récupération de l'indu	275
§ 1. Principe de la récupération de l'indu : article 17, alinéa 1 ^{er}	276
§ 2. L'exception à la récupération : article 17, alinéa 2	277
A. Propos introductifs : l'équilibre entre la confiance légitime et le principe de légalité	277
B. Premier élément constitutif de l'exception : la décision rectificative	280
C. Deuxième élément constitutif de l'exception : la décision erronée prise par l'institution de sécurité sociale	282
ANTHEMIS	529

1.	Exclure l'erreur purement matérielle ou le pur fait?	283
2.	Inclure la décision implicite?	284
3.	Quelle erreur <i>in fine</i> ?	289
D.	Troisième élément constitutif de l'exception : l'erreur n'émane ni de l'assuré social ni d'un tiers (par exemple d'une autre institution que celle qui révisé sa décision)	301
E.	Quatrième élément constitutif de l'exception : le nouveau droit à la prestation est inférieur à celui reconnu précédemment	304
§ 3.	Les dérogations (art. 18bis de la Charte) et contradictions à l'article 17, alinéa 2	305
A.	L'enseignement de la Cour constitutionnelle	305
B.	Le cas particulier de la récupération faisant suite aux procédures de vérification des dépenses par l'institution de sécurité sociale	310
§ 4.	L'exception à l'exception : l'article 17, alinéa 3	316
A.	Le mécanisme de l'article 17, alinéa 3, de la Charte	316
B.	Objet et charge de la preuve	317
C.	Critères d'appréciations	318
D.	Obligation pour l'assuré social de signaler les « fautes manifestes des institutions »	324
Section 3.	Mode de récupération de l'indu et renonciation à récupération	325
§ 1.	Un mode spécifique de récupération de l'indu : les retenues	325
A.	Le principe	325
B.	Les prestations visées	327
C.	Les limites	328
D.	Les modalités fixées contractuellement?	329
E.	La nécessité d'une décision administrative définitive	330
§ 2.	Renonciation à la récupération de l'indu	331
A.	Le principe	331
B.	Une compétence discrétionnaire de l'organisme de sécurité sociale?	335
C.	Les conséquences de la renonciation	338
§ 3.	Intérêts sur l'indu	338
Conclusion.	Faut-il conclure à une « révision » de certains constats après trente ans d'application?	340

Le nouveau livre 6 du Code civil et la responsabilité des institutions de sécurité sociale : une histoire de grands pouvoirs et de grandes responsabilités...	341
Nathalie ROBERT et Berthine TSHIMANGA	
Introduction	341
Section 1. L'applicabilité des règles générales de responsabilité aux institutions de sécurité sociale	342
§ 1. L'application du droit commun aux institutions, avant et après le livre 6	342
§ 2. Les dispositions légales envisageant de manière spécifique la responsabilité des institutions	343
A. La révision faisant suite à une erreur de l'institution de sécurité sociale	343
B. Les paiements effectués par erreur par l'organisme de paiement	344
C. Le défaut de renvoi vers le C.P.A.S. compétent	345
Section 2. Les trois composantes de la responsabilité	346
§ 1. La faute	346
A. Principes généraux	346
1. Les principes applicables jusqu'au 1 ^{er} janvier 2025	346
2. L'apport du nouveau livre 6	347
B. Le manquement à une règle de comportement	347
1. Le manquement à une disposition légale imposant un comportement ou une abstention : les principes	347
2. En pratique : les dispositions légales contenant des obligations ou des abstentions à charge des institutions de sécurité sociale	351
C. Le manquement au devoir général de prudence	354
1. Les principes	354
2. Leur application aux institutions de sécurité sociale : le profil de l'institution raisonnable et le comportement qu'elle est supposée adopter	358
D. L'aide ou l'incitation à la commission de la faute?	365
E. Les causes d'exclusion du caractère fautif	366
Principes	366
§ 2. Le dommage	373
A. Le dommage, avant le livre 6	373
1. L'absence de définition du dommage	373
ANTHEMIS	531

2.	Les différents types de dommages	374
B.	La définition générale du dommage dans le cadre du nouveau livre 6	376
C.	Les différents types de dommages, au sens du nouveau livre 6	377
1.	Le dommage patrimonial	377
2.	Le dommage extrapatrimonial	378
3.	Le dommage « par ricochet »	378
4.	Les frais liés à la prévention du dommage et les mesures de prévention entreprises par la victime	379
D.	L'obligation de la victime de limiter son dommage	380
1.	Avant le 1 ^{er} janvier 2025	380
2.	Depuis le nouveau livre 6	381
§ 3.	Le lien de causalité	384
A.	La définition du lien causal	384
1.	Un lien nécessaire	384
2.	Un lien qui n'est pas forcément exclusif	385
3.	Un lien qui n'est pas distendu (seconde nuance)	387
4.	Un lien qui est démontré de manière certaine... ou presque	389
B.	Le lien causal en cas de pluralité d'auteurs : focus sur la faute concurrente de la victime	396
1.	Les principes dégagés antérieurement au livre 6	397
2.	Le partage de responsabilité avec la victime dans le cadre du livre 6	398
Section 3. Les conséquences de la responsabilité : la réparation du dommage		401
§ 1.	Les principes généraux applicables à la réparation du dommage	401
A.	La consécration des principes de réparation intégrale <i>in concreto</i>	401
B.	Les objectifs de la réparation et le moment de la détermination du dommage	402
§ 2.	Les différents modes de réparation du dommage	402
A.	La réparation en nature	402
1.	Les principes	402
2.	(Les limites de) la réparation en nature des fautes des institutions de sécurité sociale	403

B.	La réparation par équivalent ou (désormais) sous la forme de dommages et intérêts	409
1.	Avant le 1 ^{er} janvier 2025	409
2.	Depuis le livre 6	412
C.	Focus sur un cas d'école : la réparation sous forme de dommages et intérêts des demandeurs d'asile	413
Conclusion		415
Le retrait d'acte administratif en droit de la sécurité sociale		417
Pierre JOASSART		
Introduction		417
Section 1. La théorie du retrait d'acte administratif		417
§ 1.	Définition et champ d'application	417
§ 2.	Nature de la théorie du retrait d'acte	420
§ 3.	Cas d'application de la théorie	422
Section 2. L'application du retrait d'acte administratif en droit de la sécurité sociale		427
§ 1.	Les raisons du faible recours à la théorie générale du retrait d'acte	427
§ 2.	L'article 18 de la Charte	428
§ 3.	L'incidence du retrait d'acte sur le droit de la sécurité sociale	434
Conclusion		435
Les délais de recours et de prescription		437
François-Xavier GAUDISSERT et Pauline KNAEPEN		
Propos introductifs		437
Section 1. Historique – Analyse des travaux préparatoires		440
§ 1.	Les délais de prescription	440
§ 2.	Le délai de recours	442
Section 2. Le délai de recours applicable		446
§ 1.	Le principe : un délai de recours de trois mois	446
§ 2.	Exception : existence d'un « délai » plus favorable	447
A.	La législation spécifique ne prévoit pas de délai de recours, mais prévoit un délai de prescription	447
B.	La législation spécifique prévoit un délai de recours et un délai de prescription	449
ANTHEMIS		533

1.	Le délai de recours prévu dans la législation spécifique est supérieur à trois mois	449
2.	Le délai de recours prévu dans la législation spécifique est de trois mois	450
3.	Le délai de recours prévu dans la législation spécifique est inférieur à trois mois	451
C.	L'appréciation des différences de traitement par la Cour constitutionnelle	452
§ 3.	Possibilité de prévoir des délais moins favorables? Conséquences du transfert de certaines compétences vers les entités fédérées	455
§ 4.	Le cas particulier de la décision confirmative	458
Section 3.	Prise de cours du délai et computation du délai de recours	460
§ 1.	La prise de cours du délai de recours	461
A.	Première hypothèse : une décision est prise par l'institution de sécurité sociale	462
1.	La décision est notifiée	462
2.	La décision n'est pas notifiée	484
B.	Deuxième hypothèse : aucune décision n'est prise par l'institution de sécurité sociale : la situation de carence	488
§ 2.	La computation du délai de recours	490
Section 4.	Nature du délai de recours	497
Section 5.	Conséquences du non-respect du délai sous l'angle des pouvoirs du juge	501
Section 6.	Examen par matière des délais de recours et de prescription applicables	504
Conclusion		518

La collection Perspectives de droit social

Sous la direction de Steve Gilson, avocat au barreau de Namur, chargé de cours à l'ICHEC, maître de conférences à l'UCLouvain, juge suppléant au Tribunal du travail de Liège, division de Namur et de Christophe Bedoret, conseiller à la Cour du travail de Mons, chargé d'enseignement à l'UMons.

La collection rassemble des ouvrages sur des sujets actuels en droit du travail et de la sécurité sociale. Rédigés par des spécialistes à l'attention des praticiens du droit social (avocats, magistrats, responsables des ressources humaines, etc.), ils ont pour objectif de fournir des solutions concrètes aux questions auxquelles ces derniers sont confrontés quotidiennement.

Ouvrages parus depuis 2010 :

- S. GILSON (dir.), *La modification unilatérale du contrat de travail*, 2010.
- S. GILSON (dir.), *Le congé pour motif grave. Notion, évolutions, questions spéciales*, 2011.
- K. ROSIER (dir.), *Le droit du travail à l'ère du numérique*, 2011.
- M. DAVAGLE, *Droit collectif du travail*, t. 1, 2011.
- M. MORSA, *Sécurité sociale, libre circulation et citoyenneté européenne*, 2012.
- S. GILSON, F. LAMBINET et K. ROSIER, *Le droit au respect de la vie privée du travailleur – État des lieux*, 2012.
- S. GILSON (dir.), *Le contentieux du droit de la sécurité sociale. Hommage à Michel Westrade*, 2012.
- S. GILSON (dir.), *Discipline et surveillance dans la relation de travail*, 2013.
- S. GILSON et M. WESTRADE (COORD.), *Le statut social des travailleurs indépendants*, 2013.
- M. WESTRADE (COORD.), *L'occupation transfrontalière Belgique – France. Aspects sociaux, fiscaux et de droit pénal social*, 2015.
- B. PATERNOSTRE, *Droit collectif du travail*, t. 2, 2015.
- F. LAGASSE et M. PALUMBO, *Bien-être au travail et droit pénal. Étude jurisprudentielle et doctrinale*, 2^e édition, 2015.
- S. GILSON (dir.), *Les accidents du travail dans le secteur public*, 2015.
- S. GILSON, F. LAMBINET et Z. TRUSGNACH, *Les obligations particulières de l'employeur public lors du licenciement des travailleurs contractuels. Les méandres de la doctrine et de la jurisprudence à la croisée des droits administratif et social*, 2016.
- S. GILSON (dir.), *Subordination et parasubordination*, 2017.
- M. VERWILGHEN (dir.), *La réforme du droit du travail*, 2017.
- S. GILSON et C. BEDORET (dir.), *Les contours de l'aide sociale*, 2019.
- S. GILSON et A.-C. SQUIFFLET (dir.), *La souffrance au travail. Dialogue interdisciplinaire autour du burn-out*, 2019.
- P. PALSTERMAN, *Les allocations familiales bruxelloises*, 2020.
- S. GILSON et C. BEDORET (dir.), *Les mécanismes civilistes dans la relation de travail. Présence du droit civil en droit du travail*, 2020.
- M. MORSA, *L'Organisation internationale du Travail. Aspects institutionnels et matériels à l'aune des défis sociaux*, 2021.
- J. VAN DROOGHENBROECK, *Le droit de la santé et du bien-être au travail. Prévention-(Ré-)intégration-Indemnisation*, 2022.
- H. DECKERS et S. GILSON (dir.), *Aspects sociaux de la réorganisation des entreprises en difficulté*, 2022.
- J. VAN DE WOESTIJNE, *Les juridictions du travail et le contentieux de la sécurité sociale*, 2022.
- C. BEDORET et S. GILSON (dir.), *Fragments de sécurité sociale*, 2023.
- S. ADAM, N. SIMAR et M. STRONGYLOS (dir.), *Les accidents du travail. Secteur privé et quelques particularités du secteur public*, 2023.
- S. GILSON et C. BEDORET (dir.), *Questions spéciales en droit collectif du travail. Inspirées par l'actualité sociale*, 2024.
- S. GILSON et M. VERWILGHEN (COORD.), *Actualités en droit social*, 2025.